

15^e COLLOQUE INTERNATIONAL DU CRDH

**DROITS DE L'HOMME
ET DROIT INTERNATIONAL
HUMANITAIRE : QUELLES
CONSÉQUENCES SUR LES
TRANSFERTS D'ARMEMENTS
CONVENTIONNELS DE GUERRE ?**

10 > 11 DÉCEMBRE 2020

CONFÉRENCE EN LIGNE

inscription obligatoire avant le 30 novembre

Le lien de connexion sera envoyé aux personnes enregistrées

colloquecrdh2020@gmail.com



UNIVERSITÉ PARIS II
PANTHÉON-ASSAS

12 place du Panthéon 75231 Paris cedex 05

14 h 00

Allocation d'ouverture

Laurent TRIGEAUD

Maître de conférences HDR, Université Paris II Panthéon-Assas

LES CONTRAINTES STRATÉGIQUES FACE AU DROIT INTERNATIONAL

Présidence : Nicolas HAUPAIS

Professeur, Université d'Orléans

État des lieux**14 h 30 › 14 h 50****Panorama des transferts d'armement
dans le monde, entre politiques d'influence,
stratégies industrielles et trafics illicites****Fanny COULOMB**

Maître de conférences en économie, Science Po Grenoble

14 h 50 › 15 h 10**Vendre pour s'armer : l'indépendance militaire
en question****Julien MALIZARD**Docteur en sciences économiques, titulaire adjoint de la Chaire
Économie de défense – Institut des hautes études de défense
nationale**15 h 10 › 15 h 30****Débats et pause**

**Table ronde :
la prise en compte
des droits de l'homme
et du droit international
humanitaire dans les
stratégies d'exportation****15 h 30 › 15 h 50****Les stratégies nationales d'exportation
face à l'argument des droits de l'homme
et du droit international humanitaire****Jean-Pierre MAULNY**Directeur adjoint de l'Institut de relations internationales
et stratégiques**15 h 50 › 16 h 10****La pratique des industriels de l'armement****Patrice SARTRE**Conseiller en conformité, Groupement des industries françaises
de défense et de sécurité terrestres et aéroterrestres (GICAT)**16 h 10 › 17 h 00****Débats**

L'INCIDENCE DE LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME ET DU DROIT HUMANITAIRE

Présidence : Olivier DE FROUVILLEProfesseur, Université Paris II Panthéon-Assas,
directeur du CRDH, membre du Comité des disparitions
forcées des Nations Unies

**L'incidence du droit international
des droits de l'homme****9 h 00 › 9 h 20****Droit international et régional
des droits de l'homme : quel régime
de responsabilité pour l'État ?****Daniel RIETIKER**

Juriste, Cour européenne des droits de l'homme

9 h 20 › 9 h 40**Responsabilité des États, responsabilité des
entreprises : le commerce des armes face au futur
traité sur la responsabilité des entreprises****Javier TOUS**

Professeur, Université Barranquilla, Colombie

9 h 40 › 10 h 00**Débats et pause**

**L'incidence du droit international
humanitaire et du droit
international pénal****10 h 00 › 10 h 20****Le commerce des armements de guerre
et les Conventions de Genève****Cordula DROEGE**Cheffe de la Division juridique du Comité international
de la Croix-Rouge**10 h 20 › 10 h 40****L'argument de la complicité
de crime international****Marina EUDES**

Maître de conférences en droit public, Université Paris Nanterre

10 h 40 › 11 h 00**Débats et pause**

Table ronde :
la prise en compte
des droits de l'homme
et du droit international
humanitaire par la
réglementation nationale

11h00 › 11h20

Transferts d'armements de guerre :
réglementation française et droit comparé

Thibaut MULIER

Maître de conférences en droit public, Université Paris Nanterre

11h20 › 11h40

Le contrôle parlementaire des transferts
d'armements

Jacques MAIRE

Député, membre de la Commission des affaires étrangères,
co-rapporteur de mission d'information sur le contrôle des
exportations d'armement

11h40 › 12h00

L'émergence de contentieux nationaux

Joanne KIRKHAM

Doctorante, CRDH, Université Paris II Panthéon-Assas

12h00 › 12h20

Le rôle et la stratégie des ONG

Benoît MURACCIOLE

Président de l'association Action Sécurité Éthique Républicaines

12h20 › 13h00

Débats

INTERNATIONALISATION ET RÉGIONALISATION DE LA RÉGULATION

Présidence : Laurent TRIGEAUD

Maître de conférences HDR,
Université Paris II Panthéon-Assas

Les régimes internationaux

14h30 › 14h50

La référence aux droits de l'homme,
au droit humanitaire et aux crimes internationaux
dans le Traité sur le commerce des armes

Abdelwahab BIAD

Maître de conférences en droit public, Université de Rouen

14h50 › 15h10

L'ONU et la prévention des transferts illicites
d'armement

Julien ANCELIN

Docteur en droit public, chercheur en programme post-doctoral
Université de Bordeaux/Ministère des armées

15h10 › 15h30

Débats et pause

Régulation régionale

15h30 › 15h50

Quel rôle pour l'Union européenne ?

Claire MÉRIC

Doctorante, CRDH, Université Paris II Panthéon-Assas

15h50 › 16h10

Le rôle des organisations régionales :
l'exemple de l'OSCE

Loïc SIMONET

Senior External Co-operation Officer, OSCE

16h10 › 16h30

Débats et pause

16h30 › 17h00

Conclusions

Emmanuel DECAUX

Professeur émérite de l'Université Paris II Panthéon-Assas,
ancien membre et président du Comité
des disparitions forcées de l'ONU

DROITS DE L'HOMME ET DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE : QUELLES CONSÉQUENCES SUR LES TRANSFERTS D'ARMEMENTS CONVENTIONNELS DE GUERRE ?

En France, au Royaume-Uni ou encore en Belgique – trois États parmi les premiers exportateurs européens d'armements conventionnels de guerre –, les contentieux relatifs aux autorisations administratives de transfert ne cessent de se multiplier, dénonçant les exportations d'armements vers des États violant avec ces armes le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire. Sont en particulier invoqués les engagements internationaux liant les pays exportateurs, dont le Traité sur le commerce des armes de 2013 qui prohibe tout transfert dès lors que l'État partie a connaissance, lors de l'autorisation, que ces armes pourraient servir à commettre de telles infractions.

Au-delà de ces procédures contentieuses nationales, la question s'installe jusqu'au cœur des relations diplomatiques internationales, au point de constituer des tensions souvent fortement médiatisées : en témoignent les discussions récentes entre la France et l'Allemagne au sujet de ventes d'armements à l'Arabie saoudite, alors engagée militairement au Yémen.

Le 15^e colloque international du CRDH vise à analyser cette tendance et se propose de dresser un état des lieux de la réglementation nationale (française en particulier), régionale et internationale du commerce des armements de guerre, après avoir identifié les enjeux industriels, militaires et diplomatiques propres à ces exportations.